



ARRETE N° 2022-A-DGAFMN-052
en date du 26 juillet 2022

portant déport
de Madame Valérie DAUGE
Première Vice-Présidente du Conseil Départemental
en charge des Personnes Agées et des Personnes Handicapées

RENDU EXECUTOIRE LE

26 JUIL. 2022

DÉPARTEMENT DE LA VIENNE

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2131-11,

VU la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 2,

VU le décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 6,

VU la délibération du Conseil Départemental du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection du Président du Conseil Départemental,

VU la délibération du Conseil Départemental du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental n° 2021-A-DGAFM-0012 en date du 1^{er} juillet 2021 portant délégation de fonctions à Madame Valérie DAUGE Première Vice-Présidente du Conseil Départemental,

ARRETE :

ARTICLE 1 :

Madame Valérie DAUGE, en sa qualité de Première Vice-Présidente du Conseil Départemental, n'exerce aucune compétence et ne pourra prendre part à aucun débat, aucune décision ou aucune délibération, qu'il s'agisse de sa préparation, de son instruction par les agents départementaux, de sa présentation ou de son vote, concernant toute affaire relative à :

- l'association ALMA 86,
- l'Association Coordination et Concertation des Retraités de la Vienne (ACCOR),
- l'association Générations Mouvement, Aînés Ruraux, Fédération de la Vienne.

ARTICLE 2 :

Lorsqu'une décision concernant l'organisme mentionné à l'article 1 est soumise au vote du Conseil Départemental ou de sa Commission Permanente, Madame Valérie DAUGE s'abstient d'exercer ses compétences ; elle ne peut donner aucune instruction aux autres membres du Conseil Départemental.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de publication.

ARTICLE 4 :

Le Président du Conseil Départemental et le Directeur Général des Services Départementaux sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département lavienne86.fr, transmis au Représentant de l'Etat dans le Département et notifié à l'intéressée.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai de deux mois à compter de sa date exécutoire. Un recours contentieux peut également être porté contre le présent arrêté devant le Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale ou par voie dématérialisée via l'application «Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois suivant sa date exécutoire, le recours gracieux auprès du Président suspendant ce délai.

Fait à Poitiers, le 26 juillet 2022

Le Président du Conseil Départemental,

Alain PICHON